

DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

3 février 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi



- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 7 mars 2017.

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 12 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : déclarations préalables à l'embauche

Page 15 : évolution récente de l'intérim

Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

Par rapport à septembre 2016, le nombre de demandeurs de catégorie A (tenus de rechercher un emploi et sans activité) a augmenté en décembre 2016 : +0,4% (soit près de 3 000 demandeurs) contre -0,5 % au niveau national.

Cette hausse s'explique en grande partie par le retour en catégorie A des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'un stage de formation les mois précédents.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C reste proche du million (966 750), après une hausse de +0,2 % sur trois mois, contre -0,1 % pour la France métropolitaine.

Sur l'année 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de -1,6% dans la région et de -3,0% en France métropolitaine. Si on considère les demandeurs ayant exercé une activité réduite (cat ABC), leur nombre est resté stable sur un an.

Depuis plus d'un an, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne a diminué de -4,4% en un an, soit 4 300 jeunes demandeurs de moins qu'en décembre 2015. A l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a augmenté de +4,9 % sur un an.

En 2016, les départements des Yvelines et de l'Essonne ont subi de fortes hausses de l'ordre de +2% du nombre de DEFM de catégories A, B et C, tandis que les Hauts-de-Seine ont enregistré une baisse du même ordre.

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active, en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine, mais reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008.

Emploi

Au troisième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a confirmé sa hausse au troisième trimestre en Île-de-France (+0,5% par rapport au deuxième trimestre), toujours soutenu par les services marchands. L'intérim est en hausse sur 3 mois, notamment dans l'industrie et la construction.

Mutations économiques

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées a été en 2016 inférieur au niveau de 2015. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif.

22 plans de sauvegarde de l'emploi ont été initiés en décembre, avec seulement 700 emplois menacés. Sur l'année 2016 cependant, il n'y a pas eu de diminution par rapport à 2015 : au total, 340 PSE et près de 22 000 emplois menacés dans la région ont été recensés par la Direccte .

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de décembre 2016

Marché du travail

Décembre 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	668 920	3 473 100	0,9	0,8	0,4	-0,5	-1,6	-3,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	966 750	5 475 700	0,3	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,0

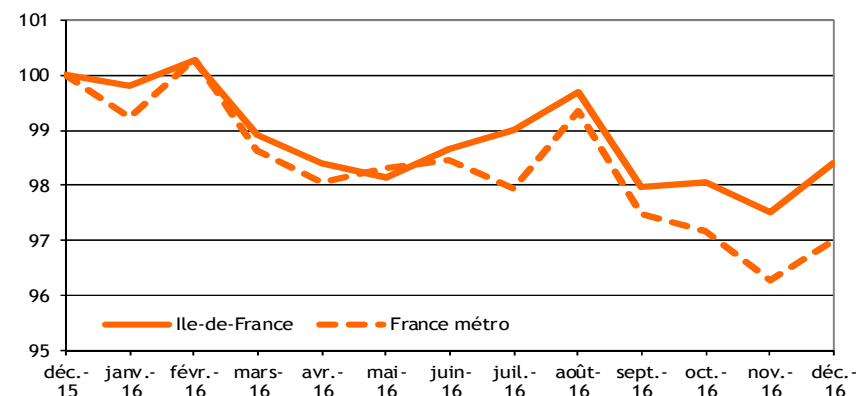
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs de catégorie A a cessé de diminuer en Île-de-France : + 0,4 % (soit + 3 000 demandeurs) contre -0,5 % pour la France métropolitaine. Alors que les évolutions étaient plutôt similaires au cours des premiers mois de 2016, l'écart pour la catégorie A continue de se creuser. Sur le dernier mois cependant, on observe une hausse au niveau national (+0,8%) similaire à celle de l'Île-de-France (+0,9 %). Sur l'année 2016 malgré tout, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de -1,6% dans la région.

Cependant, cette augmentation enregistrée en catégorie A est compensée en partie par des diminutions d'autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, les demandeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite) diminuent de -1,0% sur un mois et de -0,4% sur trois mois. Les demandeurs en catégorie D (en formation) diminuent dans la région ce mois-ci après avoir enregistré de fortes hausses les mois précédents.

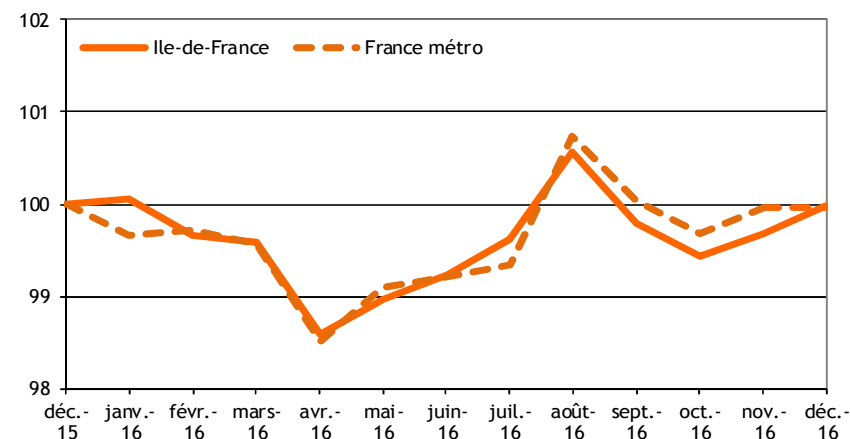
En prenant en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A, B et C), la région est en légère hausse sur un mois (+0,3 %) et sur trois mois (+0,2 %) et stable sur un an (+0,0%). Pour ces catégories, les évolutions sont globalement similaires au niveau national.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en décembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en décembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département) à la fin du mois de décembre 2016

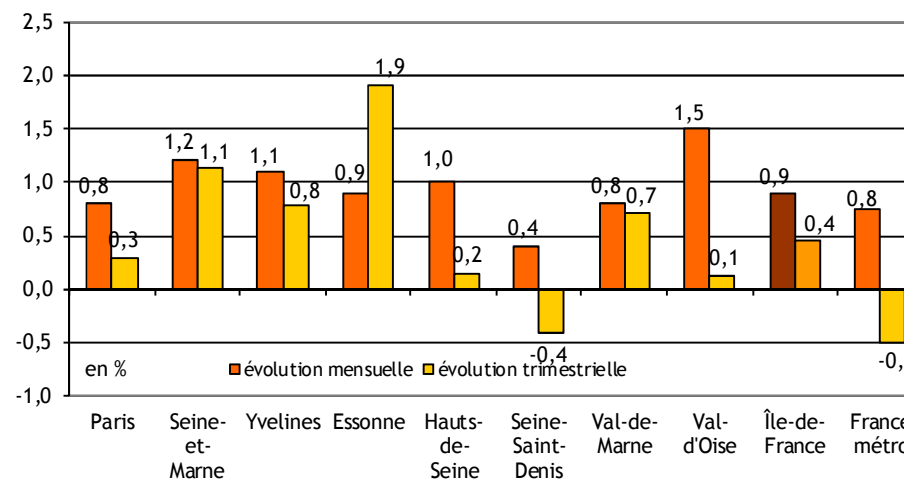
Données CVS-CJO Décembre 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	133 220	0,8	0,3	200 890	0,2	0,1
Seine-et-Marne	66 220	1,2	1,1	98 400	0,4	0,7
Yvelines	64 820	1,1	0,8	93 980	0,5	0,3
Essonne	59 110	0,9	1,9	87 640	0,4	1,3
Hauts-de-Seine	79 550	1,0	0,2	112 760	0,2	-0,5
Seine-Saint-Denis	118 920	0,4	-0,4	164 930	-0,1	-0,2
Val-de-Marne	75 560	0,8	0,7	106 410	0,2	0,2
Val-d'Oise	71 520	1,5	0,1	101 740	0,9	0,1
Île-de-France	668 920	0,9	0,4	966 750	0,3	0,2
France métropolitaine	3 473 100	0,8	-0,5	5 475 700	0,0	-0,1

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'ensemble des départements franciliens enregistrent des augmentations en catégorie A, que ce soit sur le mois de décembre ou même (excepté la Seine-Saint-Denis) sur trois mois. Ainsi, entre novembre et décembre, la hausse varie de +0,4 % en Seine-Saint-Denis à +1,5 % pour le Val d'Oise, et sur les trois derniers mois de -0,4 % en Seine-Saint-Denis à +1,9 % dans l'Essonne.

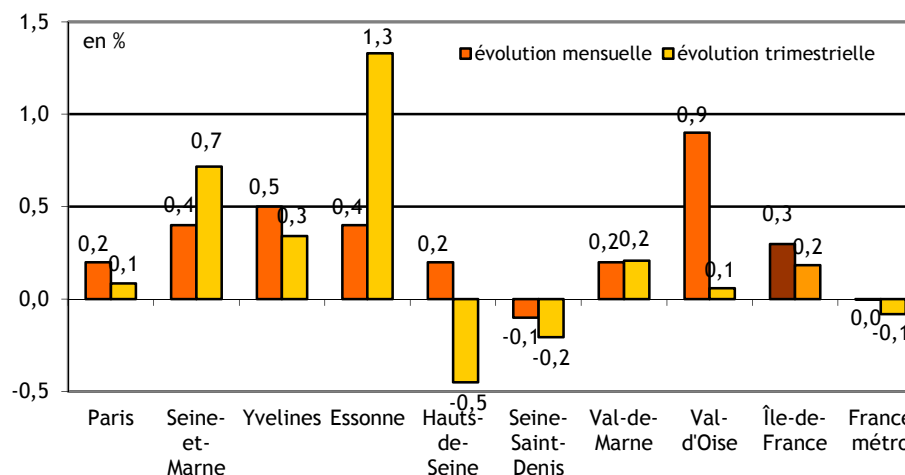
En catégorie ABC, hormis la Seine-Saint-Denis (-0,1 %), l'ensemble des départements franciliens enregistrent des hausses entre novembre et décembre, avec une amplitude qui va de +0,2 % à +0,9 % dans le Val-d'Oise. Sur trois mois également, six départements sur huit sont en hausse, variant de +0,1 % à Paris et dans le Val-d'Oise à +1,3 % dans l'Essonne. La Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine demeurent en baisse. Sur un an, les évolutions sont très différentes selon les départements : de fortes hausses pour les Yvelines et l'Essonne (resp. +2,1 % et +1,7 %) et une diminution notable dans les Hauts-de-Seine (-1,9 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

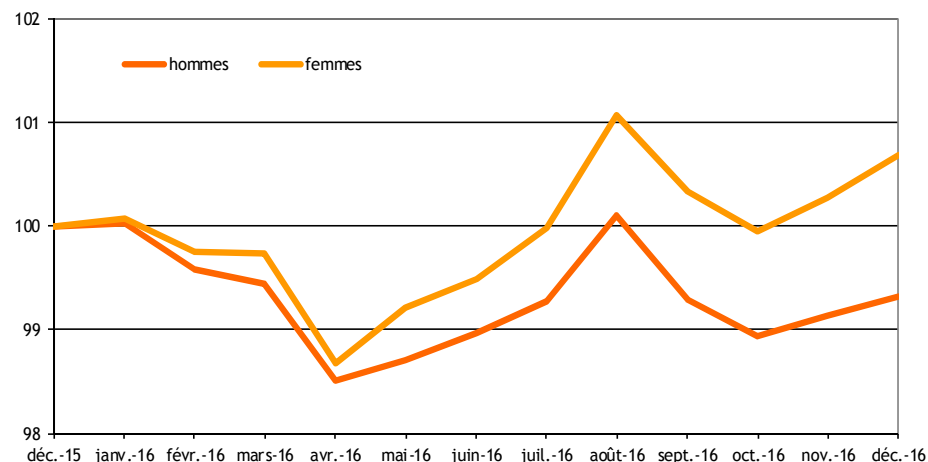
Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de décembre 2016

En catégorie ABC, sur les trois derniers mois, la demande d'emploi est stable (0,0 %) pour les hommes et a augmenté de +0,3 % pour les femmes. Au niveau national, l'écart des évolutions sur trois mois est sensiblement supérieur (-0,4 % pour les hommes et +0,2% pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des femmes a progressé (+0,7 %) tandis que celle des hommes a diminué (-0,7 %). Sur l'année 2016, l'écart, qui avait commencé à apparaître au second semestre 2015, s'est creusé pour atteindre environ 1,4 point (1,7 point au niveau national).

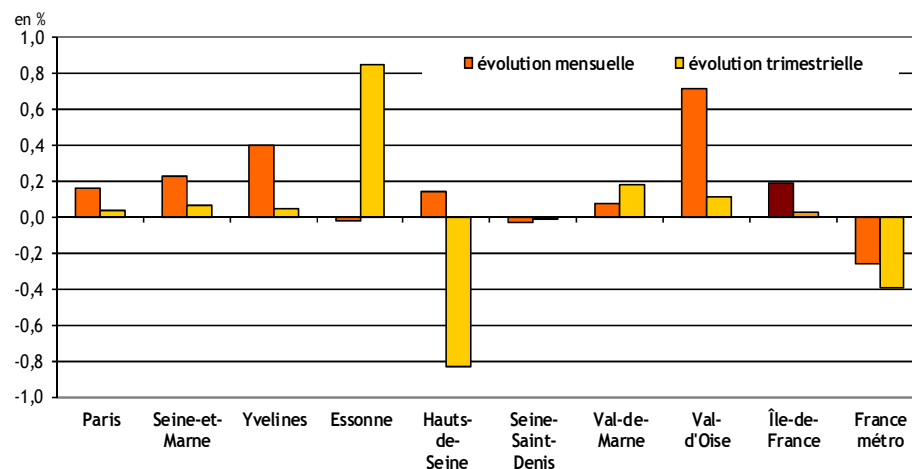
L'évolution de la demande d'emploi ces derniers mois est particulièrement plus dégradée pour les femmes en Seine-et-Marne et dans l'Essonne avec un écart supérieur à 1 point.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 décembre 2015)



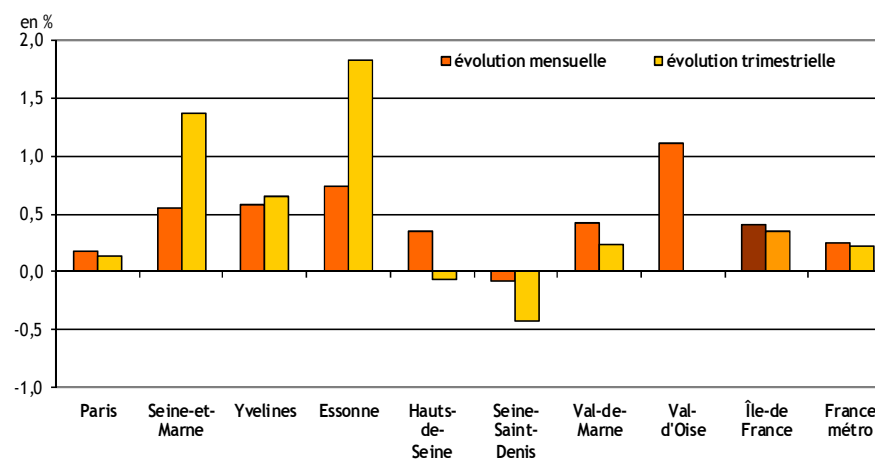
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de décembre 2016

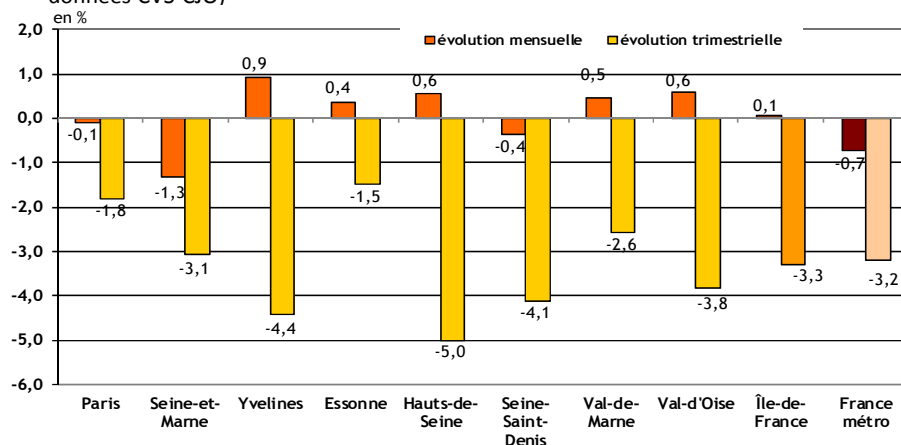
Marché du travail

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en constante hausse, a contrario des plus jeunes, stables sur un mois, mais en forte baisse depuis août 2016. Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont ainsi enregistré une baisse sur trois mois : -3,3%. Au niveau national, le recul est équivalent (-3,2%).

Au total, sur un an, la demande d'emploi des jeunes a diminué de -4,4 %. Elle se stabilise ainsi au même niveau que quatre ans plus tôt, mais reste assez loin du niveau de décembre 2011 (94 100 contre 87 100 cinq ans plus tôt). L'ensemble des départements est concerné par cette baisse, en particulier les Hauts-de-Seine (-7,2%).

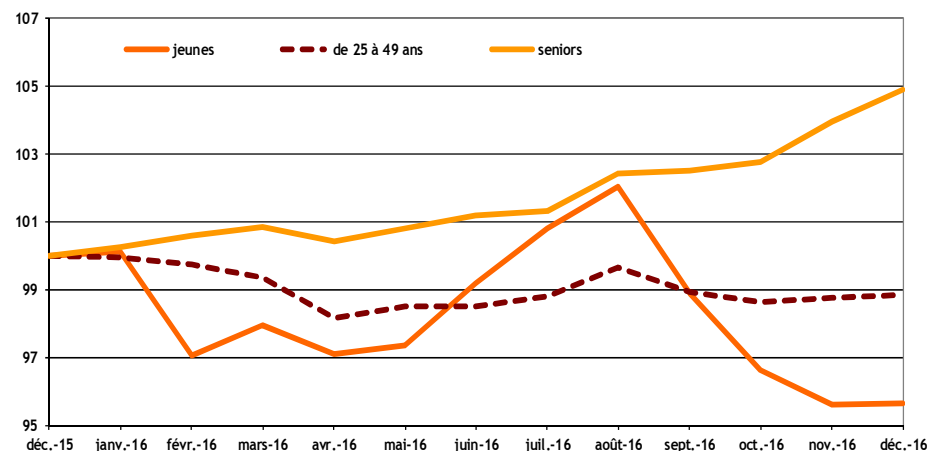
A l'opposé, la demande d'emploi des plus de 50 ans augmente à un rythme qui semble reprendre une allure soutenue : +2,3 % sur trois mois (+2,2 % au niveau national). Sur un an, la hausse atteint +4,9% dans la région comme en France métropolitaine, un rythme malgré tout ralenti par rapport aux années précédentes : l'augmentation annuelle atteignait 9,5 % en décembre 2015, et jusqu'à 13,5% en 2011 et 2012.

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



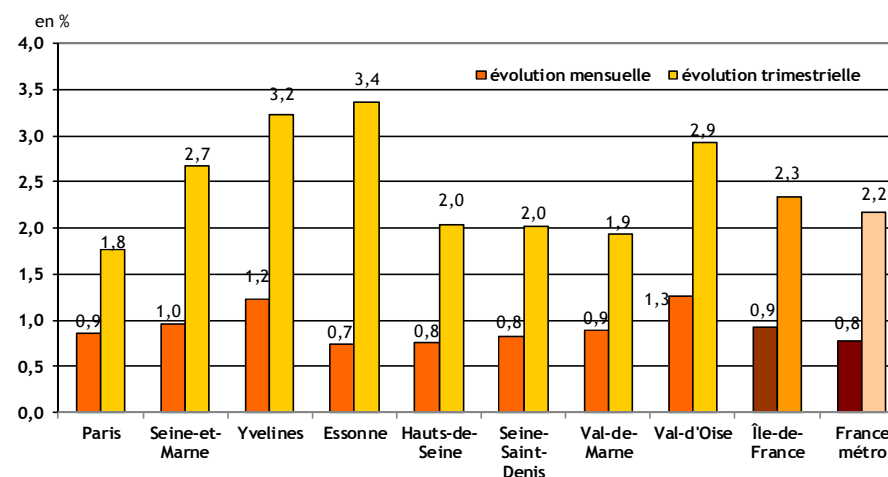
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 décembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de décembre 2016

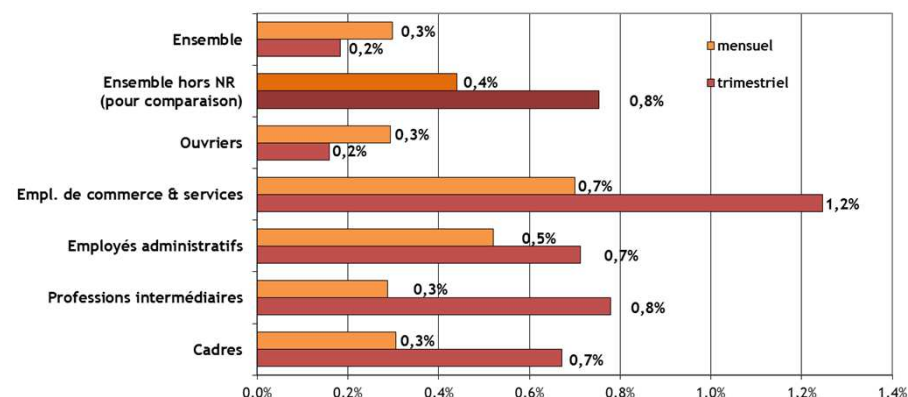
Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février à plus de 4 400 en décembre. Cela influe légèrement à la hausse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 9 900 à 4 400 entre septembre et décembre 2016.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour l'ensemble des catégories professionnelles, bien que cette hausse soit probablement légèrement sous-estimée : le nombre de demandeurs d'emploi augmente de +0,2 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C tandis que la hausse est de +0,8 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés. L'évolution montre cependant une hausse plus marquée pour les employés de commerce et de services (+1,2%), contrairement aux ouvriers (+0,2%).

Hormis pour le domaine du BTP, qui enregistre une baisse de la demande d'emploi de -0,3 % sur trois mois, l'ensemble des domaines professionnels est en hausse. En particulier, la hausse est affirmée dans les métiers de la banque et assurances (+1,0%), de l'hôtellerie / restauration, du commerce et des services aux particuliers et collectivités (+0,8%).

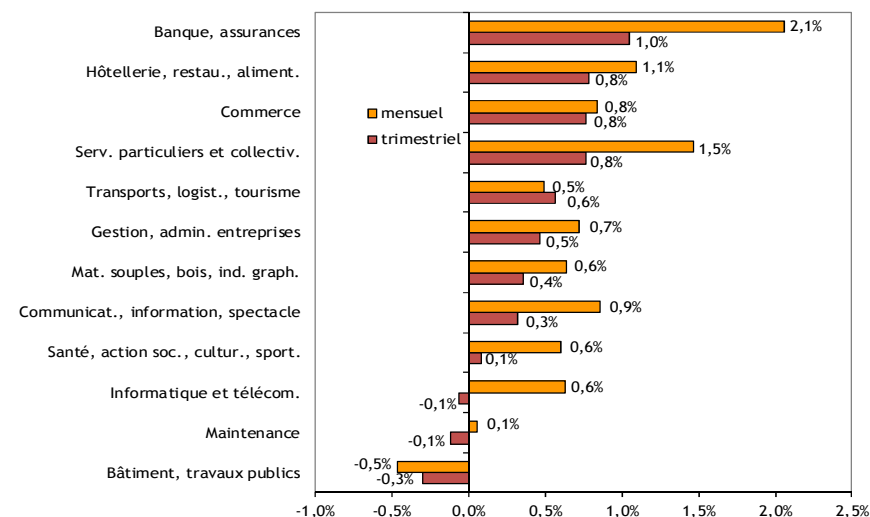
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de décembre 2016

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA								
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
12,9%	10,5%	11,3%	10,0%	11,7%	16,3%	12,5%	12,2%	12,6%

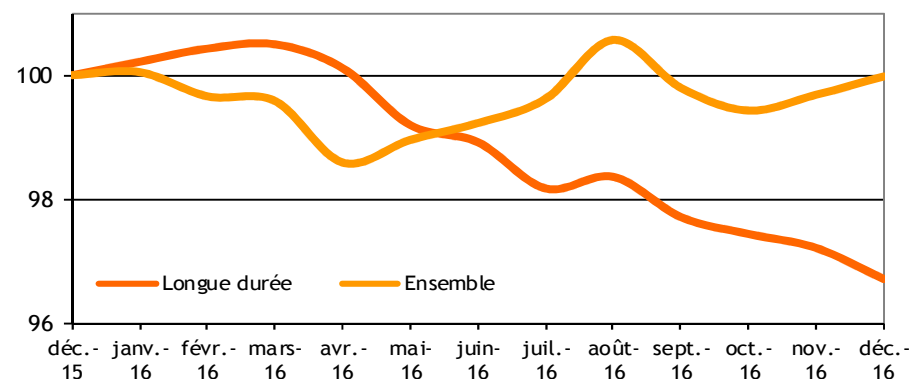
Sources : Dares / Pôle emploi – données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) a baissé de -1,0 % sur trois mois, davantage qu'au niveau national (-0,2 %). Cette baisse est liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » depuis quelques mois : le changement de catégorie (vers la cat. D) pendant la durée de formation a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national (12,6 % contre 13,3 %). La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse pour l'Essonne.

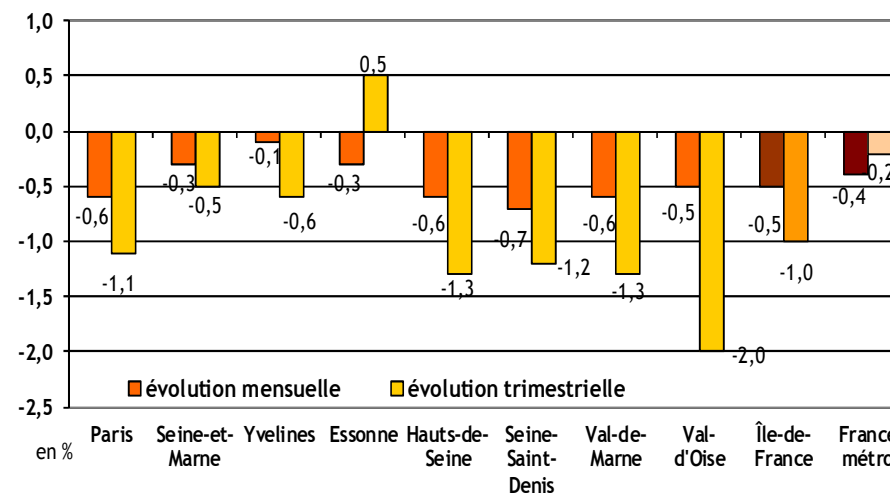
Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 décembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois de décembre 2016

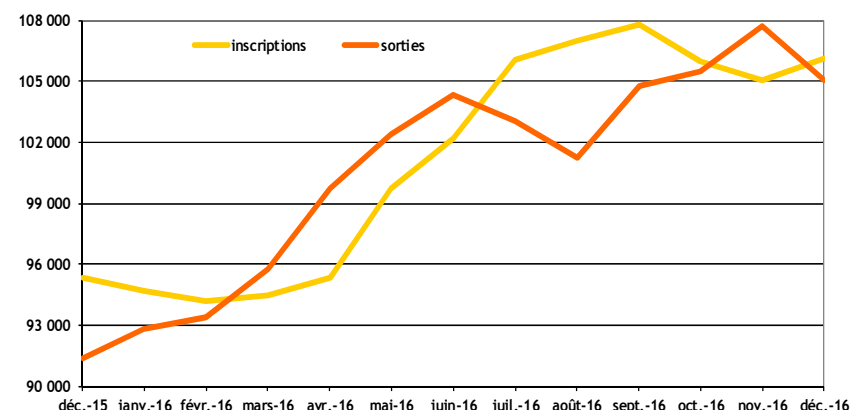
Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

Les évolutions mensuelles de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation sont heurtées depuis plusieurs mois, ce qui affecte, à la hausse ou à la baisse selon les mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Ceci pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre de jours ouvrés dans la période d'actualisation suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016. Il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

Sur trois mois glissants, le nombre de sorties est à peu près stable (+0,3%). Le motif de défaut d'actualisation représentant 42 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Toutefois, on peut noter que les entrées en stage, liées au plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation », augmentent moins fortement ce mois-ci mais demeurent à plus de 14 000 sorties pour ce motif, en moyenne sur les trois derniers mois.

Le nombre d'entrées est en baisse sur trois mois glissants : -2,5 %. Les entrées pour motifs « reprise d'activité » sont en hausse (plus de 15 000 entrées en moyenne sur les 3 derniers mois), elles ont presque doublé sur l'année, correspondant pour moitié à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et pour moitié à des retours sur le marché du travail (reprises d'activité après une interruption supérieure à 6 mois).

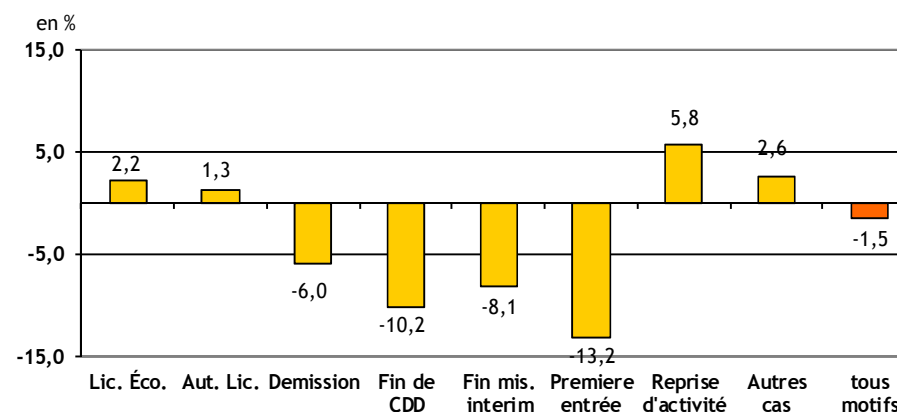
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi augmenté, atteignant 9,7 % au 3^{ème} trimestre 2016.

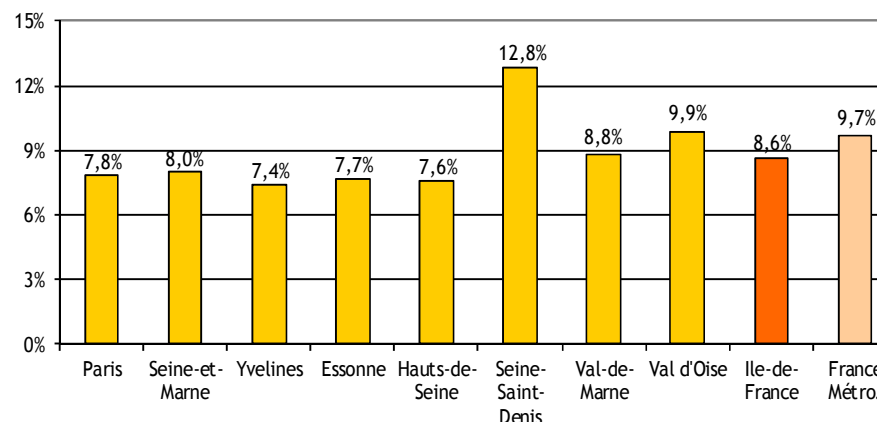
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,4 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,3 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,9 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2008. Après une période de stabilité autour de 9% depuis 2013, l'amorce du mouvement de baisse semble lente.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,8%, a vu son taux de chômage augmenter de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,5 point sur un an.

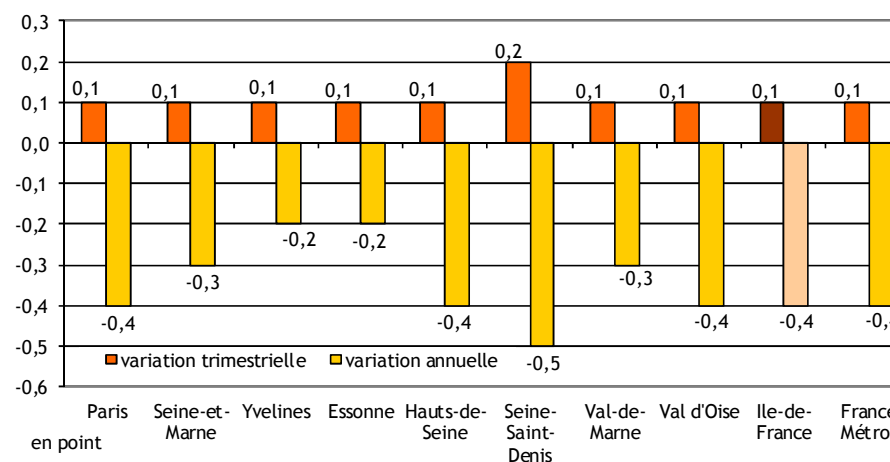
Il a au contraire très peu baissé sur un an, dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2016 (données CVS)

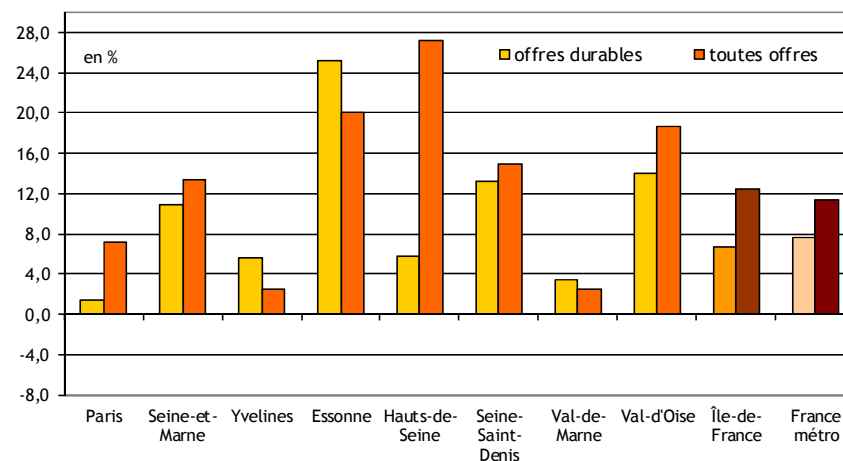


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin décembre 2016

En décembre 2016, 50 800 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 31 600 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

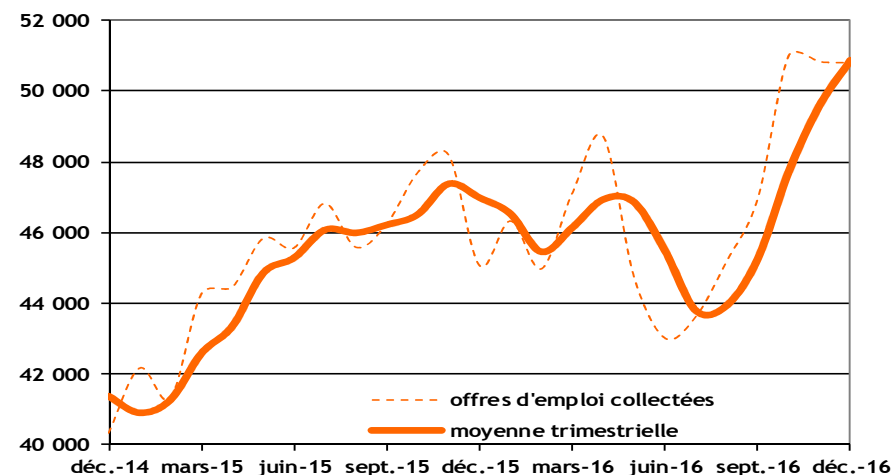


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissant, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Ile-de-France est en hausse (+12,4 %), alors que la progression des offres durables est un peu plus modérée (+6,7 %). En France métropolitaine, les offres augmentent moins qu'en Ile-de-France (+11,4 %), à l'inverse des offres durables (+7,6 %).

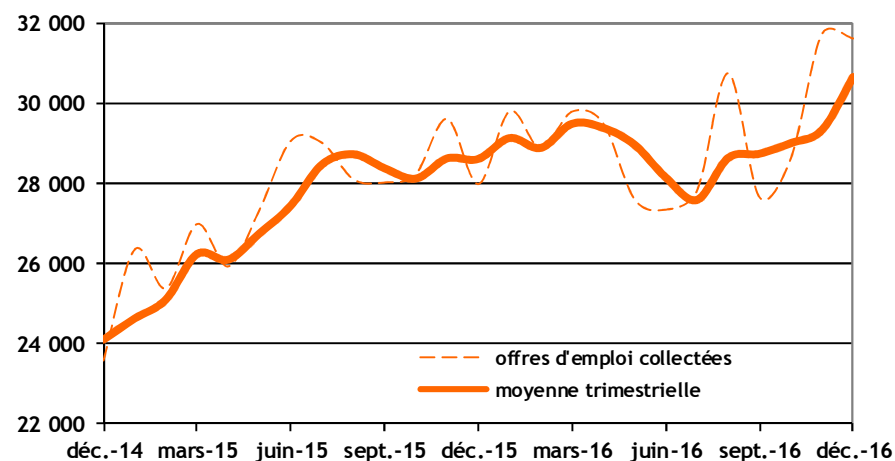
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont en augmentation (+8,3 %), tout comme les offres durables (+7,2 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis décembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis décembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au troisième trimestre 2016

Près de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 400 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au troisième trimestre 2016 (par rapport au troisième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+3,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +6,5 %).

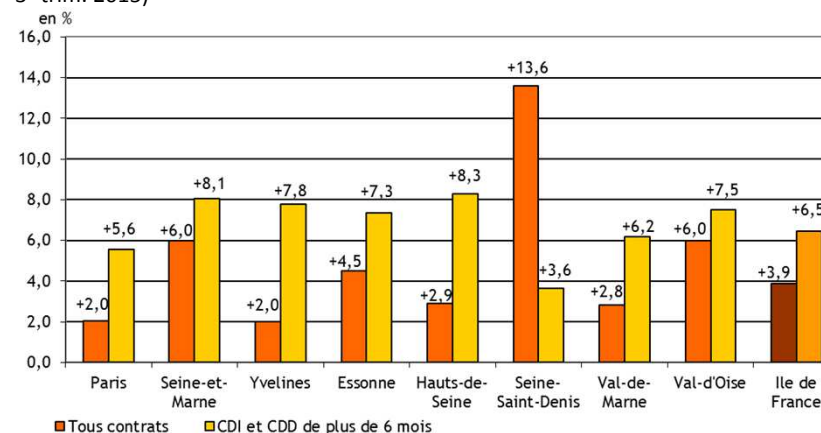
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis a connu une hausse annuelle très importante (+13,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris et les Yvelines (+2,0 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine progressent le plus fortement (plus de +8 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance du nombre de déclarations pour des contrats durables (+ 3,6 %).

L'industrie automobile a enregistré une très forte augmentation des déclarations d'embauche en contrats durables (+35,9 % par rapport au T3 2015).

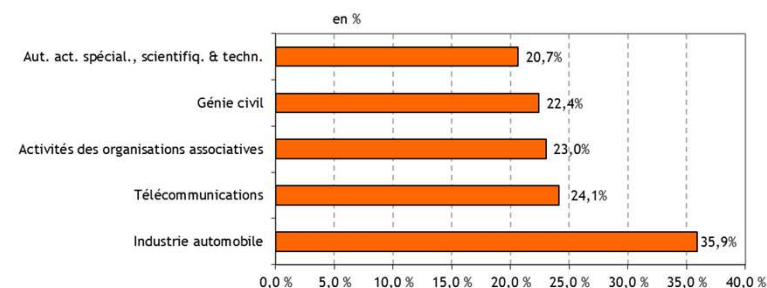
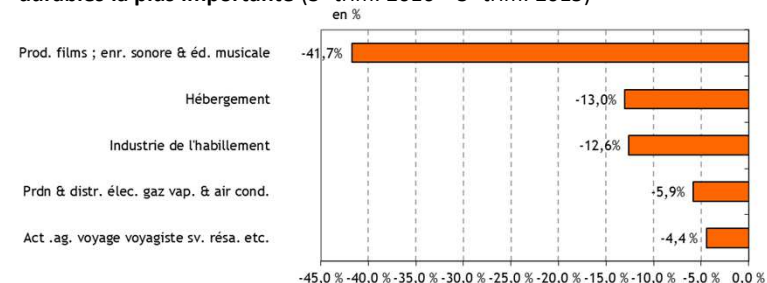
A contrario, la production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision / enregistrement sonore et édition musicale a de nouveau observé la baisse la plus importante de ses déclarations d'embauche sur contrats durables sur un an (-41,7 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (3^e trim. 2016 – 3^e trim. 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (3^e trim. 2016 – 3^e trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin octobre 2016

Emploi

Près de 294 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'octobre 2016 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 94 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

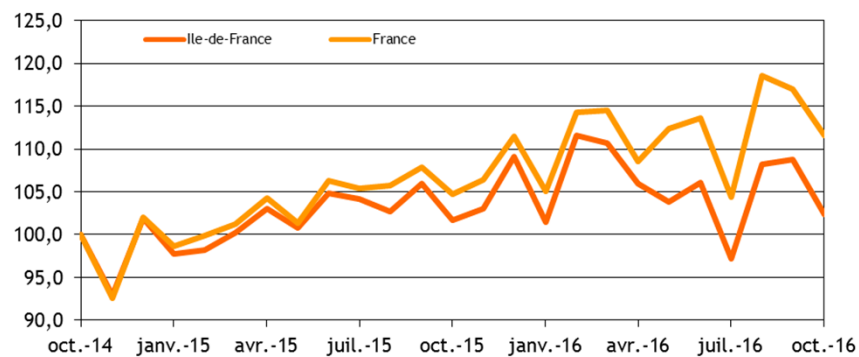
Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a légèrement diminué par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est en hausse : +4,0 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS), en partie grâce à la forte progression du mois d'août.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en augmentation : +4,4 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte augmentation dans la fabrication de matériel de transport (+12,9 %) et dans une moindre mesure dans la métallurgie (+5,6 %), alors que les industries agro-alimentaires sont en repli.

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse, confirmant une année 2016 en nette progression, a contrario de 2015 : +5,8 % sur les trois derniers mois, par rapport aux trois précédents.

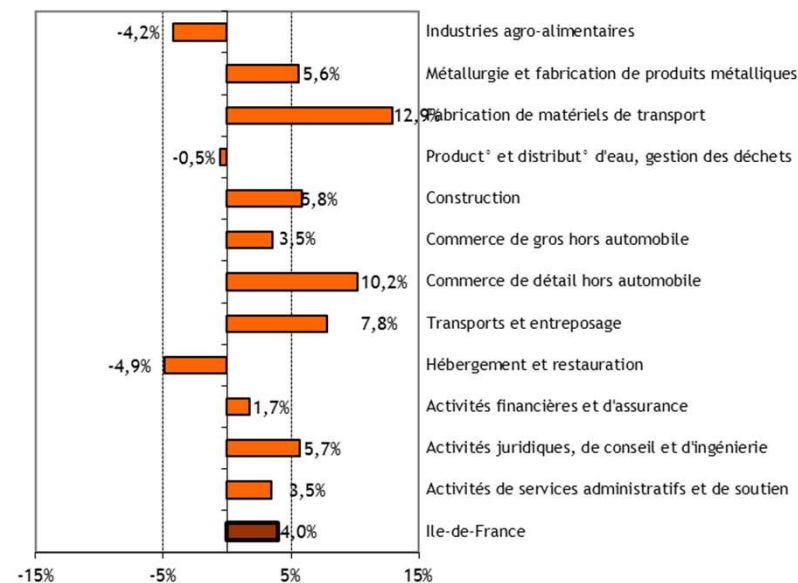
L'intérim augmente également dans le tertiaire (+4,1 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents), et dans tous les principaux secteurs, hormis l'hébergement / restauration (-4,9 %) : des fortes hausses dans le commerce de détail et le transport/entreposage (resp. +10,2 % et +7,8 %), et dans une moindre mesure dans les activités juridiques et le commerce de gros (resp. 5,7 % et 3,5 %). La progression est plus modérée pour les activités financières.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin octobre 2014)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2016

Emploi

Au troisième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,5 % (soit +19 300 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,3 % (+51 100 emplois).

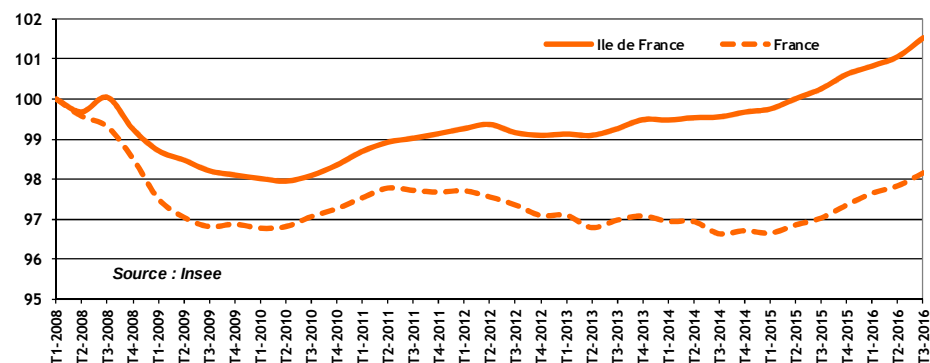
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation de 1,3 % (soit +52 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au troisième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Yvelines et le Val-de-Marne) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, Paris, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise ont les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Essonne, dans les Hauts-de Seine et à Paris et en Seine-et-Marne tandis que les Yvelines et la Seine-Saint-Denis affichent des augmentations modérées. L'emploi n'a quasiment pas augmenté dans le Val-de-Marne.

Ce sont Paris et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 30 300 emplois en plus depuis le troisième trimestre 2015 sur les 52 200 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3 ^{ème} trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 2 ^{ème} trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 310 124	4 506	0,3	18 719	1,4
Seine-et-Marne	310 057	810	0,3	4 136	1,4
Yvelines	368 038	2 835	0,8	3 572	1,0
Essonne	306 311	1 743	0,6	5 806	1,9
Hauts-de-Seine	827 082	4 165	0,5	11 548	1,4
Seine-Saint-Denis	405 155	2 017	0,5	4 599	1,1
Val-de-Marne	359 043	2 164	0,6	309	0,1
Val-d'Oise	267 167	1 018	0,4	3 475	1,3
Ile-de-France	4 152 976	19 259	0,5	52 165	1,3
France métropolitaine	15 653 200	51 100	0,3	179 600	1,2

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2016

Emploi

Au troisième trimestre 2016, l'emploi reste à peu près stable dans l'industrie (240 emplois, soit 0,1 %) et progresse modérément dans la construction (+1 400 emplois, 0,5 %) et le commerce (0,6 %, 3 900 emplois). L'emploi dans les services marchands (+0,5 %, +13 700 emplois) a continué d'augmenter.

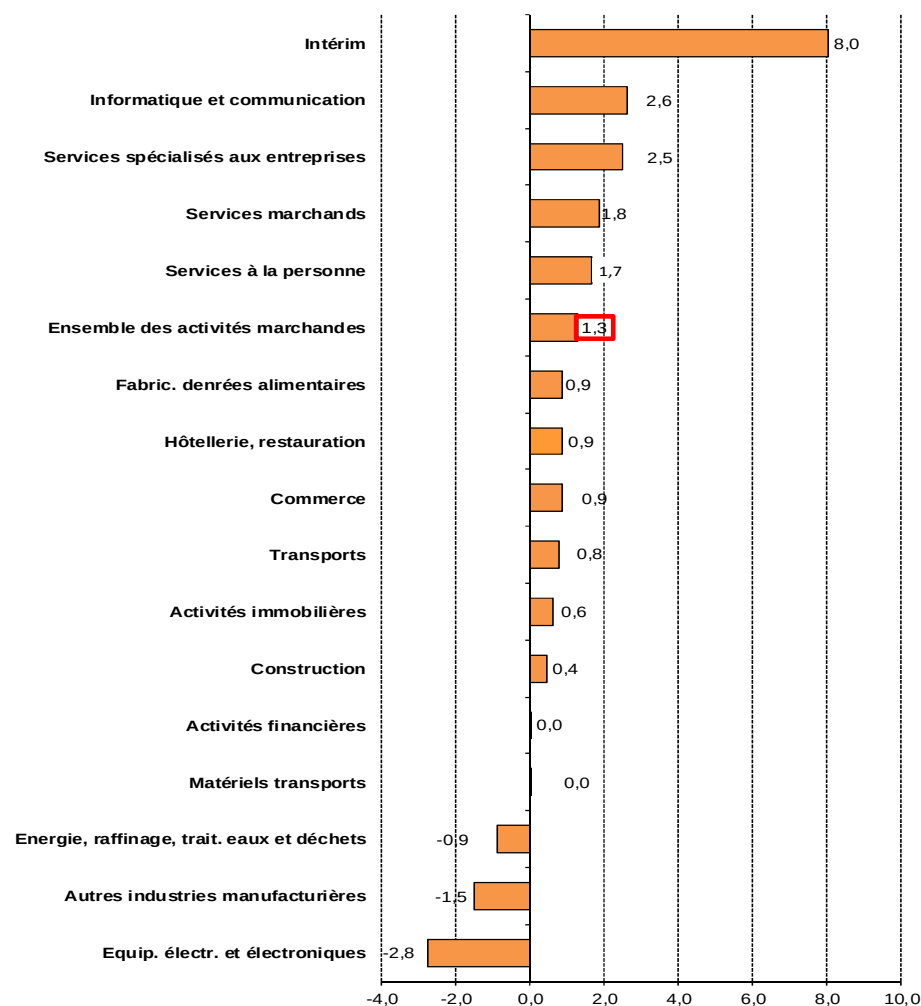
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,1 % dans l'industrie et augmenté de 0,4 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,9 % (+6 100 emplois), légèrement ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,8 % (+49 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+5,4%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %.

Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,6 %, soit +9 900 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,5 %, soit +22 700 emplois) ont connu la plus forte croissance hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2015 et le 3^{ème} trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'activité partielle en décembre 2016

Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en décembre	135	25	18	17	20	18	8	13	16
cumul 2016	1300	289	163	208	164	88	113	109	166
cumul 2015 (janvier-décembre)	1616	230	236	227	223	137	163	160	240
Heures associées en décembre	1 114 785	172 542	202 038	278 722	117 210	85 773	55 421	105 160	97 919
cumul 2016	7 635 765	692 696	1 024 533	2 424 535	1 109 865	542 126	340 495	626 458	875 057
cumul 2015 (janvier-décembre)	9 574 250	371 078	1 452 041	2 315 236	1 487 085	977 150	669 138	1 227 302	1 075 220
Evolution	-20,2%	86,7%	-29,4%	4,7%	-25,4%	-44,5%	-49,1%	-49,0%	-18,6%

En décembre 2016, 135 décisions d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte aux entreprises qui en ont demandé.

Elles correspondent à plus d'un million d'heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. C'est le volume le plus élevé de l'année 2016.

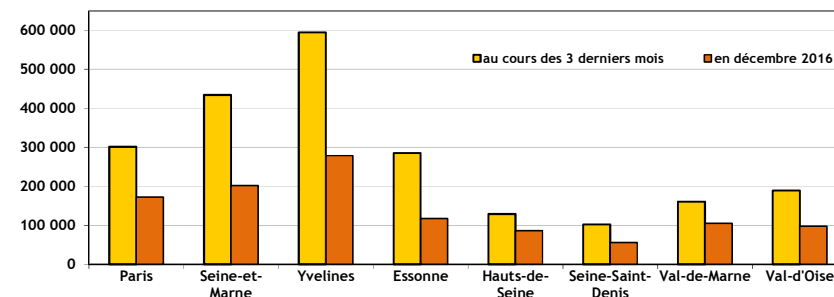
Le département des Yvelines concentre 25 % des heures d'activité partielle autorisées, suivi de la Seine-et-Marne avec 18 % des heures autorisées, puis Paris avec 15 % des heures demandées dans la région. La majorité des heures autorisées à Paris concerne le secteur de l'hébergement-restauration.

Le secteur de la construction a sollicité près de 600 000 heures réparties en 41 demandes ce mois-ci.

Au total, sur l'année 2016, 1 300 autorisations d'activité partielle, portant sur plus de 7 600 000 heures, ont été accordées. Plus de 42 % des heures autorisées l'étaient au bénéfice d'établissements du secteur de la construction.

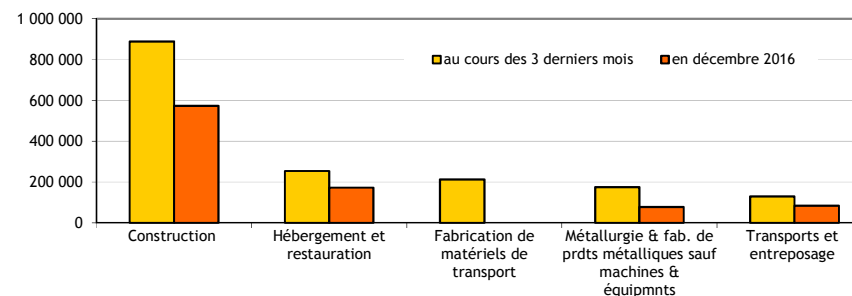
Les autorisations accordées durant l'année 2016 ont été moins nombreuses qu'en 2015, en nombre de demandes comme en nombre d'heures.

Heures autorisées par département



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Les plans de sauvegarde de l'emploi en décembre 2016

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en décembre	22	4	2		2	6	2	2		4
Cumul 2016	340	78	18	10	15	105	21	20	17	56
Cumul 2015 (janvier à décembre)	312	99	28	16	13	84	26	17	19	10
Salariés concernés	735	148	79	82	8	198	100	109	11	/
Cumul 2016	21 891	4 767	536	2 777	1 917	6 880	3 158	1 041	815	/
Cumul 2015 (janvier à décembre)	20 367	4 228	805	2 166	1 008	7 643	2 183	1 257	1 077	/
Evolution	7%	13%	-33%	28%	90%	-10%	45%	-17%	-24%	/

En décembre 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 22 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 735 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois, ce qui est sensiblement inférieur à la moyenne des 12 derniers mois.

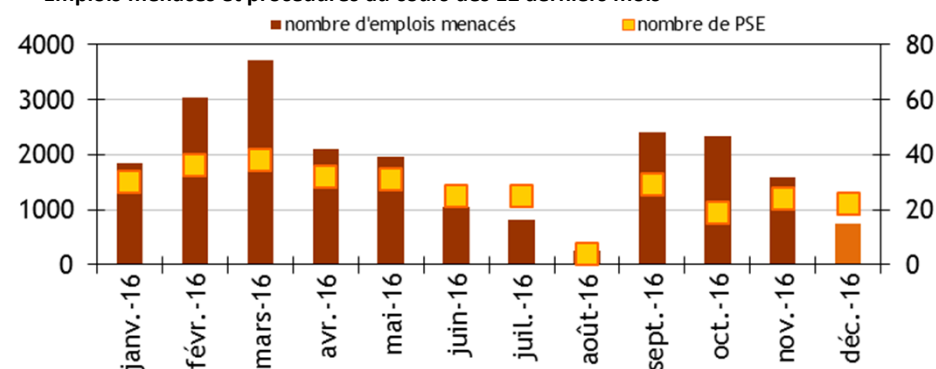
En 2016, la Direccte a recensé 340 PSE initiés et près de 22 000 emplois menacés : ces totaux sont des maxima sur les trois dernières années.

Sur l'ensemble de l'année, les Hauts-de-Seine sont le département proportionnellement le plus affecté en nombre d'emplois menacés suite à des PSE par rapport à son emploi local. La Seine-Saint-Denis, l'Essonne et les Yvelines ont également été durement touchés. Les autres départements sont moins affectés, sans être pour autant épargnés.

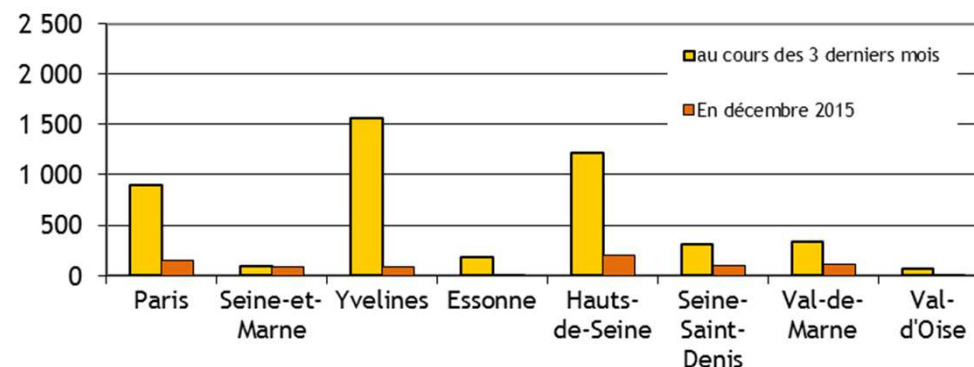
Par rapport à leur emploi local, l'industrie pharmaceutique et la fabrication de matériel de transport menacent le plus de postes. Ces deux secteurs ont vu leur situation se dégrader nettement cette année et expliquent presque à eux seuls l'augmentation du nombre d'emplois menacés en 2016.

Accompagnement des mutations économiques

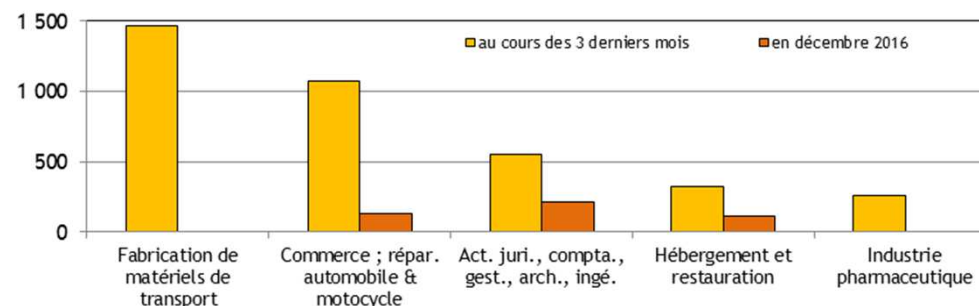
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr